



## Convergence des luttes !

Le gouvernement multiplie les attaques tous azimuts. Ses cibles : les services publics. Le transport avec la SNCF, la santé et la prise en charge de la vieillesse avec les EHPAD, l'éducation...

Pour détruire les services publics, Macron et ses affidés ont une idée simple, s'en prendre aux fonctionnaires : baisses des recrutements, recours accru aux contractuels... et des conditions de travail comme le salaire qui se dégradent.

Dans l'éducation, nous avons nous aussi vu notre salaire baisser. Nous constatons aussi tous les jours que le travail devient plus dur, que les effectifs par classe augmentent. Par-dessus le marché, le gouvernement essaie de nous imposer des contre-réformes au pas de charge. Il s'agit d'organiser le tri social des élèves avec parcoursup, de casser l'enseignement professionnel, de dissoudre l'ONISEP.

Dans notre département, de nombreux postes sont supprimés. Les écoles rurales, les collèges en zone REP+ sont menacés. Et pourtant, les parents d'élèves venu-e-s défendre les classes des écoles élémentaires s'entendent répondre par notre hiérarchie que les enseignant-e-s sont des « privilégié-e-s ».

Ce n'est pas une fatalité ! La mobilisation dans les universités fait tâche d'huile. Les cheminot-e-s en lutte pour défendre un véritable statut sont engagé-e-s dans un conflit dur. Dans l'éducation, nous pouvons aussi engager le rapport de force avec le gouvernement.

Dans la rue avec les cheminot-e-s et les fonctionnaires, construisons les mobilisations dès le retour des congés scolaires. La date du 22 mai, si elle est importante, doit se construire par d'autres journées auparavant.

**EN AVRIL, A AMIENS COMME A  
NOTRE-DAME DES LANDES, LES  
DROITS DE L'ÉTAT ONT PRIS LE PAS  
SUR « L'ÉTAT DE DROIT »**

### Fin de non recevoir du secrétaire d'État en visite à Amiens

Jeudi 12 avril d'abord, c'est le secrétaire d'état à la cohésion des territoires, en charge du logement et de la politique de la ville, qui a opposé une fin de non-recevoir au collectif de sans-abris et aux organisations syndicales mobilisés pour revendiquer l'application d'un droit au logement inconditionnel pour toutes et tous.

Pourtant, depuis la fin de la trêve hivernale, à Amiens, ce sont plusieurs dizaines de personnes qui dorment à la rue chaque nuit, faute de places d'hébergement d'urgence (115). Et c'est sans compter les milliers d'autres qui vivent dans des conditions de précarité extrême, et dans l'attente d'une expulsion. Cette situation n'est pas acceptable. Rappelons que parmi ces sans-abris, certains jeunes sont scolarisés dans nos lycées.



### **Motif officiel invoqué : les problèmes soulevés sont locaux !**

Comme si les conditions de vie matérielle des précaires et des sans-abris amiénois-e-s ne découlaient pas directement de la politique néolibérale du gouvernement : coupes budgétaires dans les programmes sociaux, réduction des services publics, privatisation et financiarisation du logement social...

### **Déploiement disproportionné des forces de l'ordre**

Le secrétaire d'État n'a pas de temps pour recevoir les gens de rue, mais il en a par contre pour dresser des murs entre responsables politiques et citoyen-ne-s : pour preuve, le dispositif policier destiné à entraver toute manifestation était lui démesuré et tous les accès autour de l'espace Dewailly, bloqués plusieurs centaines de mètres en amont.

### **Même démesure pendant la manif de soutien à NDDL**

C'est la même démesure qui a présidé à l'intervention policière du samedi 14 avril, contre la manifestation pacifique de soutien à Notre-Dame-des-Landes. Cette manifestation s'est soldée par des coups de matraques, des gaz lacrymogènes et la mise en GAV de deux militants.

À Amiens, comme à Notre-Dame-des-Landes, SUD éducation 80 et Solidaires 80, dénoncent la surdité criminelle des gens de pouvoir, la répression policière et les violences.  
Soutien à toutes les personnes mobilisées pour un autre monde, une autre société !

## **La section SUD-Education-UP se mobilise contre la casse des universités !**

Dans le cadre de la mobilisation en cours dans les universités contre la loi ORE et Parcoursup, la section Sud-éducation-UP n'a pas chômée !

Prônant la détermination et l'unité, elle est engagée dans une intersyndicale des membres du personnel de l'UPJV réunissant le Snesup-FSU, le Snasub-FSU, FO et la CGT. Elle a de même contribué activement à l'organisation de plusieurs AG (7 décembre, 1er février, 12 avril, 17 avril) contestant aussi bien la sélection à l'entrée à l'université que la dégradation des conditions de travail et d'étude au sein de l'UPJV (cette année, face à la crise budgétaire de notre université qui est la conséquence directe de la loi LRU, nous subissons notamment un gel des postes et une diminution des volumes horaires des formations), mais aussi appelant au soutien de nos camarades cheminot-e-s.

Elle a initié dans le même temps la création d'un comité de mobilisation permettant de rassembler les membres du personnel et étudiant.e.s mobilisés qu'ils soient syndiqués ou non. Ce comité, qui s'est lui-même réuni à plusieurs reprises (12 février, 20 février...) et s'est doté d'une liste de discussion, à mener plusieurs actions comme, par exemple, la diffusion d'un tract d'information sur Parcoursup à destination des lycéens et de leurs parents, lors des journées portes-ouvertes de l'UPJV (14-18 février).

Dans le cadre de cette même mobilisation, notre section a également organisé le 15 mars, avec la CGT, la FSU, l'UNEF et Amiens pas sans les jeunes, une réunion publique sur le thème « Austérité, conditions de travail, sélection. Quel avenir pour notre université ? Quels choix de société ? », avec pour invité.e.s, Annabelle Allouch, sociologue et maîtresse de conférences à l'UPV ainsi que François Ruffin, député de la Somme. L'évènement, qui a réuni plus de 150 participant.e.s, a permis de débattre autour la loi ORE et plus largement du démantèlement des services publics. Parallèlement, la section a également participé à la journée nationale des précaires de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur le 5 avril.

Dans cette lignée de mobilisation contre la précarité, la section soutien du reste pleinement la mobilisation en cours d'un collectif de doctorant.e.s à l'UPJV qui portent un ensemble de revendications parmi lesquelles la mensualisation des vacances. Notons pour finir ce rapide aperçu de nos actions que notre section a diffusé par mail, à l'ensemble des membres du personnel UPJV, la seconde édition du guide Clasches (Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur). Ce guide est un précieux outil d'information et de défense et c'est en ce sens que la section a également interpellé la présidence de l'UPJV afin que le guide soit diffusé aux étudiant.e.s.

# Miam, des emplois précaires...

Aujourd'hui, les contractuels représentent plus de 20% des effectifs de la fonction publique (d'État, Territorial, Hospitalière, etc). Des gens qui doivent vivre dans l'incertitude de la fin d'un énième CDD de quelques mois, semaines et parfois jours, dans l'attente d'un renouvellement fait à l'arche sans respect de la législation. Il est courant pour des contractuels de l'EN de signer leurs contrats plusieurs semaines après leur installation et de devoir batailler entre le Rectorat et Pole Emploi. Précarité au travail en attendant la précarité du chômage quand les responsables choisissent de diminuer les effectifs au détriment du service public.

C'est cette précarité que le gouvernement entant généralisé puisque « les possibilités de recourir aux contrats [privés] seront largement étendues » comme le dit Édouard Philippe, planifiant ainsi la dégradation et du travail et du service public en France.

Car il nous semble évident que des enseignants, des AED et des AESH maintenus dans le doute et le stress pour leur futur, cela veut dire des conditions d'apprentissages dégradées pour les élèves.

Et c'est parce que nous refusons de nous faire piétiner sans broncher qu'a eu lieu jeudi 5 avril une journée d'action nationale des précaires de l'Éducation Nationale. Après un rassemblement devant le Rectorat d'Amiens, nous avons pu rencontrer le secrétaire de la Rectrice dans l'après-midi pour porter notre revendication. La titularisation sans conditions de tous les précaires de l'Éducation nationale.

Malheureusement, cela a tourné comme souvent à une rencontre en forme de dialogue de sourds. Avec d'un côté les précaires s'indignant des pratiques inadmissibles qui ont cours. Comme par exemple l'exclusion des AED de la prime REP/REP+, ou la succession de CDD courts sur une même année scolaire pour un même poste et sans changement des missions et bien sûr l'impossibilité pour le personnel soumis à ces contrats instables de se construire une vie.

Et de l'autre les représentants du rectorat se bornant à rappeler qu'ils respectent la loi et que donc, rien ne les oblige à mieux traiter leurs personnels. Et puisque le ridicule ne tue pas, ils se sont même targués d'être un acteur positif de la région puisqu'ils ouvrent environ 1000 emplois tous les ans (qui ne se transforment pas en CDI ou en poste de titulaire que M. Philippe se rassure le ministère de l'Éducation Nationale, ne cède pas face à la misère de son personnel). Il a donc tout de même fallu leur rappeler que par là même avec cette politique de contractuels ils créent 1000 chômeurs à la fin de l'année scolaire...

Il est révoltant que le gouvernement actuel fixe comme objectif de sa politique salariale d'augmenter la part des contractuels. Pour lutter contre cette politique criminelle, amorcée dans le délire libéral des vingt dernières années, mobilisons-nous. Solidarité avec tous-tes les collègues qui travaillent et assurent jours après jours des missions de services publics malgré une précarisation croissante.



## Nous contacter

Sud Éducation, 3-5 rue Jean Godris,  
80000 AMIENS  
Mail : [somme@sudeducation.org](mailto:somme@sudeducation.org)  
[www.sudeducation-somme.org](http://www.sudeducation-somme.org)  
Facebook : SUD Éducation Somme - 80  
Portable : 06 07 05 76 67  
Permanence le jeudi de 14h à 17h,  
3-5 rue Godris (centre ville)

Bulletin bimestriel du syndicat Sud-Éducation 80 imprimé au siège du syndicat. **CPPAP 0920 S 07511** Dépôt légal Amiens centre de tri. – Directeur de publication : Bertrand Hansart. Dispensé de timbrage. Prix au numéro : 1,5€. Abonnement : 10 €/an. **ISSN 2430-1655**

éducation  
**Sud80**

EXPRESSION DE SUD EDUCATION SOMME  
3-5 RUE JEAN GODRIS,  
80000 AMIENS

AMIENS PPDC

**P7**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le : 20/04/2018

A distribuer avant le : 30/04/2018

## LA STRATEGIE DU CHOC

C'est une politique bien huilée que celle du gouvernement Macron et qui ne s'arrêtera pas! si nous ne l'en empêchons pas! Ecoles, collèges, lycée, universités et maintenant ONISEP et CIO se réduisent comme peau de chagrin jusqu'à leur disparition totale.

Sous couvert d'une plus grande liberté de choisir son avenir professionnel, le projet de loi examiné le 12 avril stipule à l'article 10 que c'est la région, et non plus l'Etat, qui "délivre l'information nécessaire sur toutes les voies de formation aux élèves et aux étudiants". C'est donc la région qui "organise des actions d'information sur les métiers et la formation en direction des élèves et des étudiants".

Il annonce le transfert aux régions des personnels des directions régionales de l'Onisep, cela dans un délai de 3 mois. Ce transfert aux régions va renforcer -en orientant les élèves vers les besoins spécifiques des bassins économiques concernés- l'école du tri social, la territorialisation, la privatisation.

Alors que la mise en œuvre de Parcoursup favorisait déjà l'émergence d'un juteux marché de « coachs » scolaires, facturant des lettres de motivation et des stratégies d'orientation, la fermeture des CIO va accélérer ce processus.

Il s'agit bien là à terme de la privatisation d'un pan entier du service public d'éducation.  
Le service public n'est pas un bien de consommation, il est le bien de toutes et tous.

La pétition lancée par les personnels de l'Onisep s'approche des 13 000 signatures réunies en quelques jours seulement. Les personnels de CIO dénoncent l'absence totale de dialogue sociale de la part de leur ministère, preuve supplémentaire du peu de considération que le gouvernement porte aux organisations syndicales et aux élus des personnels

SUD éducation appelle les personnels à se réunir et à organiser la riposte par toutes les actions possibles: AG, Nuit des Orientations, tracts au plus large public... et revendique un service public gratuit d'orientation de l'Education Nationale pour toutes et tous (élèves allophones, décrocheurs, étudiants...)